



RÉSUMÉ DU PREMIER SÉMINAIRE AFRICAIN SUR LES SOLS: 28-30 NOVEMBRE 2016

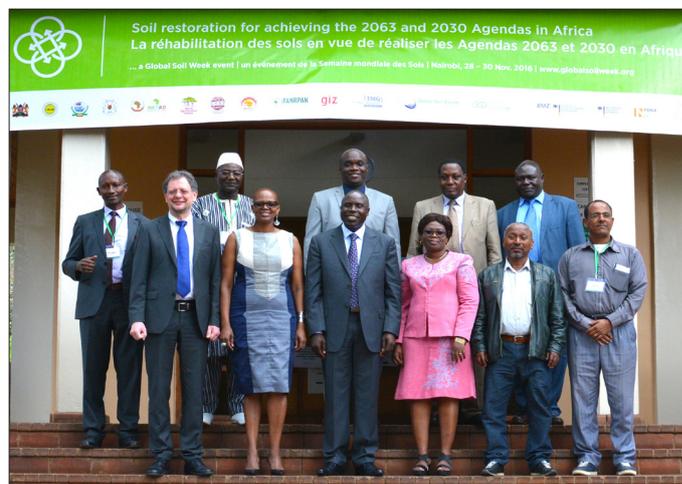
Cette réunion régionale inaugurale des parties prenantes africaines de la gestion des sols et de la gestion des terres s'est tenue du 28 au 30 novembre 2016 à Nairobi, au Kenya, sur le thème « Restauration des sols pour la réalisation des Agendas 2063 et 2030 en Afrique: Lier les ambitions mondiales aux besoins locaux ». Les discussions ont rassemblé près de 200 participants pour envisager des mécanismes de surveillance, d'évaluation et de suivi des thèmes liés aux sols et à la terre en relation avec l'Agenda 2030 pour le développement durable (Agenda 2030), l'Agenda 2063 « L'avenir que nous voulons pour l'Afrique » (Agenda 2063) et l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Le séminaire a été co-organisé par les ministères chargés de l'agriculture du Kenya, de l'Éthiopie, du Bénin et du Burkina Faso, ainsi que l'Agence du Nouveau Partenariat de l'Afrique pour le Développement (NEPAD). Elle a été convoquée par la GIZ, le TMG – Groupe de réflexion sur la durabilité, le Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF), le Réseau d'analyse des politiques en matière d'alimentation, d'agriculture et de ressources naturelles (FANRPAN), le Réseau des Instituts nationaux africains des droits de l'Homme (NANHRI), le Forum mondial sur les sols à l'Institut d'études avancées en durabilité (IASS) de Potsdam et le Centre mondial pour l'agroforesterie (ICRAF), avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économique.

Tenues dans un contexte de pression accrue sur les terres, due à la croissance démographique, à l'augmentation de la variabilité du climat et à la dégradation des ressources, les discussions visaient à contribuer à l'amélioration de la coordination, de l'échange et de l'apprentissage mutuel par diverses initiatives et divers programmes africains et internationaux qui travaillent à la mise en valeur des sols dégradés en vue d'améliorer les moyens de subsistance des ruraux pauvres et la santé des êtres humains et des écosystèmes.

Le Séminaire africain sur les sols a été inspiré par les contributions des parties prenantes africaines à la Semaine mondiale du sol de 2015, qui avait exprimé un vif intérêt pour la création d'une plateforme régionale pour la gestion durable des sols et une gouvernance responsable des terres en Afrique. Durant cette réunion de trois jours, des discussions plénières et thématiques de haut niveau ont porté sur six sous-thèmes: le carbone du sol et le changement climatique; la sécurité alimentaire et la nutrition; la gouvernance foncière; le financement de la mise en valeur; la gestion de l'eau; et les continuités urbaines-rurales.

À la clôture de la séance plénière de haut niveau, les représentants des gouvernements coorganisateur ont présenté une déclaration conjointe indiquant leur engagement à



Les coprésidents du Séminaire africain sur le sol posant avec des représentants des gouvernements hôtes

poursuivre la promotion des efforts de mise en valeur des sols et des terres dans leurs pays et dans la région africaine. La réunion s'est terminée par un exposé des Conclusions des Présidents soulignant les principaux messages du Séminaire qui alimenteront la Semaine Mondiale des Sols de 2017 et qui apporteront des contributions au Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable, prévu pour juillet 2017.

Le dernier jour, une session consacrée aux exposants a eu lieu sous l'intitulé « Marché des Technologies de GDT », qui a présenté des projets et des approches novatrices de gestion durable des terres (GDT). À la suite de la séance plénière de clôture, les participants ont organisé plusieurs « débats nomades » autour de différents lieux de Nairobi, animés par des mobilisateurs de communautés locales, des universitaires et d'organisations de la société civile. Les promenades visaient à encourager la réflexion sur des solutions communautaires pour la sécurité alimentaire et les cas d'accaparement de terres urbaines.

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|----|
| Bref historique de la semaine mondiale des sols | 2 |
| Compte-rendu de la réunion | 2 |
| Les séances plénières | 2 |
| Les séances thématiques parallèles | 6 |
| La séance de clôture | 13 |
| Réunions à venir | 14 |
| Lexique | 14 |

La déclaration des co-animateurs du Séminaire africain sur les sols, ainsi que les conclusions des présidents, sont disponibles sur le site Web de la Semaine mondiale des sols (<http://globalsoilweek.org/outcomes>).

BREF HISTORIQUE DE LA SEMAINE MONDIALE DES SOLS

Le Séminaire africain sur les sols est le deuxième événement régional lié à la Semaine mondiale des sols (SMS), une initiative du Forum mondial des sols et de ses partenaires, qui a été créée en tant que plate-forme d'échanges interactifs et de dialogue entre les parties prenantes et qui visent à élaborer des plans d'action pour la gestion durable et la gouvernance des terres et des sols. Le séminaire africain sur les sols a été organisé en réponse à une invitation faite par les délégués africains à la Semaine mondiale des sols de 2015.

SMS 2012: La première Semaine mondiale des sols s'est tenue à Berlin (Allemagne) du 18 au 22 novembre 2012 en tant que forum d'échange interactifs et de dialogue entre les parties prenantes des secteurs de la science, de gouvernement, de l'entreprise et de la société civile pour l'élaboration de plans d'action pour la gestion durable et la gouvernance des terres et des sols. La réunion a également servi à lancer des actions de suivi des décisions concernant les terres et les sols prises lors de la Convention des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, en juin 2012.

SMS 2013: La deuxième Semaine mondiale des sols a eu lieu à Berlin, en Allemagne, du 27 au 31 octobre 2013, sous le thème « Perdre du terrain ». Les discussions y ont été axées sur quatre thèmes thématiques correspondant aux principaux domaines de riposte aux pertes de sols à l'échelle mondiale: la transformation des matériaux et cycles nutritifs; l'amélioration de la gestion durable des terres et de l'ingénierie des sols au niveau des paysages; l'intégration des terres et des sols dans l'Agenda 2030; et la gouvernance foncière responsable.

SMS 2015: La troisième Semaine Mondiale des sols a été organisée du 19 au 23 avril 2015 à Berlin, en Allemagne, sous le thème 'Les Sols. La substance de la transformation ». Tenues durant l'Année internationale des sols de 2015 et quelques mois seulement avant l'adoption de l'Agenda de 2030, les discussions ont porté sur le rôle de la gestion durable des sols et de la gouvernance foncière responsable dans la réalisation de multiples Objectifs de Développement Durable et la contribution à l'élaboration d'un nouvel accord sur le climat. Les participants africains à la réunion y ont exprimé un vif intérêt pour la création d'une plateforme régionale africaine pour la gestion durable des sols et des terres.

MANIFESTATION DE HAUT NIVEAU « VERS DES EXAMENS THÉMATIQUES POUR UN SUIVI ET UNE EVALUATION INTÉGRÉS DE L'AGENDA 2030 »: Cet événement de haut niveau, qui s'est déroulé à New York (États-Unis) du 7 au 8 juillet 2016, a été organisé par l'IASS et le TMG – un groupe de réflexion sur la durabilité, avec le soutien du Ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) et du Fachagentur für Nachwachsende Rohstoffe (FNR), et co-organisée par les Missions permanentes auprès de l'ONU de la Colombie, de la Sierra Leone et de l'Allemagne. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Centre mondial pour le développement durable (Centre de RIO+), le Forum des parties prenantes (Together 2030) et l'Institut international du développement durable (IIDD). Entre autres sujets, la réunion a mis en exergue la façon dont les examens thématiques des progrès à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur les ressources naturelles telles que les terres et les sols, pouvaient mieux soutenir une mise en œuvre intégrée et inclusive de l'Agenda 2030 et des ODD.



Le coprésident du Séminaire africain sur les sols, **Alexander Müller**, directeur général, TMG - ThinkTank pour le développement durable, donnant une déclaration liminaire, sous le regard attentionné du coprésident **Wanjira Mathai**, wPOWER Hub à l'Institut Wangari Maathai pour la paix et les études environnementales, Kenya

INITIATIVES NATIONALES ET RÉGIONALES:

La Conférence brésilienne sur la gouvernance des sols s'est tenue du 25 au 27 mars 2015 à Brasilia, au Brésil, et a produit la « Lettre de Brasilia » pour fournir aux décideurs une contribution sur la gouvernance nationale des sols.

COMPTE-RENDU DE LA REUNION

LES SÉANCES PLÉNIÈRES

MOBILISER LES POLITIQUES DES SOLS POUR LES AGENDAS DE 2063 ET 2030: Lundi matin, les coprésidents, Wanjira Mathai, Partenariats pour les femmes entrepreneurs dans les énergies renouvelables (wPOWER Hub) à l'Institut Wangari Maathai pour la paix et les études environnementales au Kenya, et Alexander Müller, TMG – Groupe de réflexion sur le développement durable, ont ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participants au premier séminaire africain sur les sols.

Faisant observer que, par le passé, la restauration des sols n'a pas reçu la visibilité qu'elle mérite, Mathai a rappelé l'avertissement du chroniqueur du Guardian, George Monbiot: « Nous commettons une erreur fatale en traitant les sols comme de la saleté ». Müller a mis en exergue trois messages centraux pour la réunion: Sans des sols sains, il n'y aura pas de développement durable; la sécurité alimentaire ne peut être atteinte sans une focalisation sur les droits fonciers des plus vulnérables; et tous les pays du monde font face à des défis liés aux sols, chose qui nécessite une action aux niveaux mondial et local.

Déclarations des gouvernements co-organisateur:

Françoise Assogba-Komlan, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Bénin, a souligné les mesures législatives prises par son pays pour protéger et préserver les sols et les zones agro-pastorales.



Françoise Assogba-Komlan, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Bénin



Willy Bett, Secrétaire du Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche du Kenya

Willy Bett, Secrétaire du Cabinet du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche du Kenya, a souligné que la productivité agricole exige que l'on comprenne les caractéristiques des sols, compréhension qui conduit à un choix adéquat des cultures et des engrais. Il a indiqué qu'au Kenya, les agriculteurs sont tenus d'assurer une couverture arborée de 10% de leurs terres, mesure qui favorise le reboisement et améliore la restauration des sols.

Tefera Solomon, Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles, Éthiopie, a parlé des réalisations de son pays en matière de gestion durable des terres et des eaux englobant, notamment: la conduite d'études numériques sur les sols et la cartographie de la fertilité des sols dans plus de 600 districts; la mise en place d'une plateforme multipartite sur les sols, au niveau national; et la finalisation de plus de 60 000 plans de bassins hydrographiques communautaires, soit environ 55% de l'objectif de 2020. Salomon a signalé que fin 2015, la superficie totale couverte par la GDT et les pratiques de conservation des eaux était de 20,17 millions d'hectares, auxquels viendront s'ajouter 7,1 millions d'hectares d'ici 2020.



Tefera Solomon, Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles, Éthiopie



Daouda Maïga, Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydriques et de la Pêche, Burkina Faso

Daouda Maïga, Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydriques et de la Pêche, Burkina Faso, a souligné que les sécheresses extrêmes et les inondations menacent la productivité des sols dans les pays du Sahel. Il a souligné que le Burkina Faso a identifié la réhabilitation des terres comme étant la clé de l'élimination de la pauvreté et a cité des initiatives visant la

restauration des sols, la lutte contre le changement climatique, la conservation de la biodiversité et l'augmentation des emplois verts.

Mamadou Diakhite, Agence du NEPAD, a remercié tous les partenaires financiers et techniques qui appuient les initiatives de gestion des sols, des terres et des eaux qui contribuent à l'Agenda 2063. Il a fait état d'initiatives régionales en cours, telles que l'Initiative africaine de restauration des paysages forestiers (AFR100) qui vise à mettre en valeur 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030, et a indiqué que, jusqu'à présent, 21 pays ont pris des engagements de haut niveau, qui couvrent actuellement 63% de l'objectif global.



Mamadou Diakhite, Agence du NEPAD

Autres points de vue: Nkiruka Nnaemego, Fresh & Young Brains Development Initiative, Nigéria, a déclaré que les jeunes sont les administrateurs de l'avenir et qu'ils doivent être encadrés pour s'assurer de l'intégration des questions relatives aux jeunes. Elle a ajouté que les jeunes sont aussi des petits agriculteurs et qu'ils sont par conséquent des parties prenantes dans la restauration des sols.

Chemuta Divine Banda, Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, Cameroun, a souligné le rôle des organisations de défense des droits civils dans la promotion des droits de l'Homme et a ajouté que les principes d'égalité et de non-discrimination doivent être appliqués en vue de faire face aux violations des droits fonciers et de faire avancer les agendas 2030 et 2063.

Boniface Kiteme, Centre de formation à la recherche et au développement dans le développement des terres arides et semi-arides de l'ASAL (CETRAD), Kenya, a cité des recherches montrant que les terres arides représentent environ 43% de la surface terrestre de l'Afrique, dont 25% sont utilisées pour la production agricole, et soutiennent près de 50% de la population africaine. Il a indiqué que la pression démographique et le changement d'affectation des terres dans ces zones marginales contribuent à une grave insécurité alimentaire, et a demandé aux participants d'examiner les voies et moyens qui pourraient permettre à l'Afrique de se positionner, de manière optimale, dans le traitement du problème de la sécurité alimentaire des communautés pastorales et agro-pastorales dans des contextes de dégradation des terres et de zones sèches vulnérables.

Florence Mtambanengwe, Université du Zimbabwe, a parlé de l'impact disproportionné de la dégradation des sols sur les femmes, précisant que formant la majorité des petits agriculteurs, les femmes sont responsables de mettre la nourriture sur la table alors qu'elles ne disposent souvent pas de droits de gérer la terre. Constatant que de nombreuses pratiques de GDT exigent beaucoup de main-d'œuvre, elle a posé la question « qui est en train de plier sous les fardeaux? » et a appelé à des stratégies qui soutiennent les agricultrices sans ajouter à leurs charges quotidiennes.

Leigh Winowiecki, ICRAF, a souligné la valeur des approches interdisciplinaires de recherche, indiquant qu'elles peuvent améliorer la compréhension dans quatre domaines clés: la répartition spatiale et l'évolution de la dégradation des terres; les facteurs écologiques et sociaux de la dégradation; les mesures et cadres appropriés du suivi au niveau local; et les stratégies pour la mise à niveau et la réalisation des objectifs fixés et des engagements pris.

Tekalign Mamo, Agence de la transformation agricole, Éthiopie, a souligné que pour que l'Afrique se nourrisse elle-même, elle doit produire plus. Soulignant que cela nécessite une bonne compréhension des sols du continent, il a appelé à une initiative régionale de cartographie de la fertilité des sols pour permettre aux pays africains d'élaborer des directives favorisant une utilisation locale appropriée, ainsi qu'une augmentation de l'engrais pour accroître la productivité agricole.

MESURER CE QUI IMPORTE: DE QUELS SAVOIRS AVONS-NOUS BESOIN POUR ASSURER NOTRE AVANCEE?

La modératrice Ivonne Lobos Alva, Forum mondial des sols à l'IASS, a introduit cette session qui a eu lieu mardi après-midi. Elle a indiqué que les discussions y porteront sur la nécessité de mécanismes intégrés de surveillance et de suivi permettant d'atteindre les ambitieux agendas 2030 et 2063. Elle a souligné que s'ils sont bien conçus, ces mécanismes permettraient de surveiller en temps voulu les progrès de la réhabilitation des sols, de fournir des connaissances permettant d'affiner les cadres de gouvernance, et d'encourager la responsabilisation des gouvernements et des citoyens.



Ivonne Lobos Alva, Forum mondial des sols à l'IASS

Préparant les débats, Lobos Alva a résumé les points centraux des discussions thématiques des deux premiers jours du Séminaire. Elle a signalé que les discussions menées jusque là, ont souligné que le défi posé ne se limitait pas seulement à l'absence de données sur la dégradation des sols et des terres, mais portait également sur la nécessité d'approches plus intégrées permettant de comprendre les interactions complexes entre les différents facteurs de la dégradation des sols, ainsi que la nécessité d'intégrer des connaissances qualitatives et quantitatives dans le suivi de l'évolution de l'état des sols et des ressources foncières. S'agissant des lacunes en matière de données, elle a parlé d'un manque de données de référence et de méthodologies de qualité pour le suivi des nouvelles initiatives ambitieuses, telles que l'objectif 15.3 des ODD (d'ici 2030, combattre la désertification, restaurer les terres et les sols dégradés et s'efforcer de parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres).

Lobos Alva a également fait part d'inquiétudes concernant le rétrécissement de l'espace démocratique accordé à la société civile dans de nombreux pays. Elle a demandé aux participants d'examiner les voies et moyens de recueillir des données permettant aux franges de population les plus pauvres et les plus vulnérables de responsabiliser les gouvernements. Elle a également souligné la nécessité d'explorer la façon dont les visions des jeunes sur des questions émergentes, telles que le recyclage des déchets alimentaires, la production et la distribution biologiques et la transformation urbaine, puissent être intégrées de manière significative.

Groupe de haut niveau: Habtamu Hailu, Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles de l'Éthiopie, a exposé les travaux visant à élaborer des indicateurs nationaux harmonisés de la perte et de la restauration des sols aux niveaux de la production et de l'impact, et a souligné la nécessité d'analyses plus poussées, pour le soutien des prises de décision des agriculteurs.

McBride Nkhalamba, Secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), a indiqué qu'à ce jour, 36 pays africains ont participé au processus volontaire, précisant que ce dernier comprend une autoévaluation de la performance nationale dans quatre domaines thématiques de la gouvernance et couvre plus de 200 indicateurs. En ce qui concerne les droits fonciers, Nkhalamba a déclaré que le processus d'évaluation analyse les progrès accomplis dans des domaines tels que les politiques foncières, les capacités des organisations de la société civile et la façon dont les gouvernements facilitent l'accès à la justice pour tous. Il a invité les participants à s'engager dans le processus du MAEP et a souligné la valeur des données produites pour le suivi et l'évaluation des Agendas 2030 et 2063.

S'exprimant sur l'évolution de la dégradation des sols, Florence Mtambanengwe, Université du Zimbabwe, a déclaré qu'en raison de la variabilité du climat, il est nécessaire d'évaluer d'abord le contexte local avant d'envisager des indicateurs et des solutions à la dégradation des terres. Signalant que la dégradation des sols et des terres se traduit par une perte de nourriture et de services écosystémiques, elle a souligné la nécessité de comprendre les interactions entre les facteurs biophysiques de la dégradation des sols, comme le vent et l'eau, et les activités humaines, y compris la déforestation, les impacts de la colonisation qui a forcé les communautés à se déplacer vers des zones marginales.

Salomon Mkumbwa, ONU-HABITAT, a partagé un outil élaboré par l'Unité du Réseau mondial des outils fonciers qui a été utilisée pour l'élaboration des indicateurs nationaux et mondiaux applicables, entre autres, à la gestion des terres, aux régimes fonciers, aux services et à la gouvernance et utilisation durable des terres.



Habtamu Hailu, Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles de l'Éthiopie



McBride Nkhalamba, Secrétariat du MAEP



Florence Mtambanengwe, Université du Zimbabwe

Soulignant la nécessité de sensibiliser la société civile aux agendas de 2030 et de 2063, Rose Oluoch, Forum Kenyan des ODD, a souligné les défis de la collecte de données et, notamment: le manque de données ventilées, par exemple par sexe; le besoin de technologies de collecte de données à faible coût; la déconnexion entre les anciennes et les nouvelles technologies; et le manque de fiabilité de nombreuses méthodologies de collecte et gestion des données.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné que le financement de la GDT constituait un vrai défi et ont encouragé un meilleur partage des connaissances sur les bonnes pratiques. Au sujet des données sur les sols, ils ont signalé, entre autres: le caractère fragmenté de ces données; l'absence de méthodologie normalisée de collecte des données socio-économiques; l'absence de données ventilées par sexe; la nécessité de politiques d'accès ouvert aux données; et la nécessité de donner la priorité aux données essentiels à la restauration des sols. Un participant a fait remarquer que le manque de données ne doit pas entraver l'action, affirmant que des activités de restauration des sols « qu'on n'aura jamais à regretter » peuvent accompagner la collecte de données.

Un autre participant a noté la nécessité de veiller à ce que les récentes données recueillies à travers les nouvelles technologies soient mises à la disposition des sociétés civiles, et d'autres ont souligné que la collecte d'un ensemble de données parfaites ne serait pas utile si les informations obtenues ne sont pas communiquées aux utilisateurs finaux.

Jes Weigelt, IASS, a déclaré que, si les pays africains ont décidé de la situation « où ils veulent se trouver d'ici 2030 et 2063 », mais il reste à savoir comment y parvenir. En ce qui concerne le suivi et l'évaluation intégrés, Weigelt a rappelé les récentes déclarations faites par les États membres réunis à New York, selon lesquelles ils semblent entrer dans un territoire entièrement nouveau. Précisant que la complexité des données et le niveau de détail sont des considérations essentielles, il a souligné qu'un facteur encore plus important consiste en la détermination du niveau de détail nécessaire à l'action

et à savoir à qui ces données allaient servir, en gardant à l'esprit que de nombreux ménages n'ont pas accès aux services d'information de base, tels que la vulgarisation agricole. Il a souligné la nécessité d'explorer les possibilités offertes par les processus 2030 et 2063 pour améliorer les processus d'apprentissage sociétal nécessaires à la réalisation de ces programmes.

FINANCEMENT DE LA RESTAURATION DES SOLS ET DES PAYSAGES: MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION D'ADDIS-ABABA: Ravi Prabhu, Directeur général adjoint (chargé de la Recherche), ICRAF, a modéré, mercredi matin, cette session qui a mis



Rose Oluoch, Forum Kenyan des ODD

l'accent sur le rôle catalyseur des sources publiques dans la promotion des initiatives de réhabilitation des sols qui profitent aux agriculteurs qui ne sont pas en sécurité alimentaire. Carolin Sperk, IASS, a déclaré que les systèmes actuels de financement et de comptabilité liés à l'environnement ne sont pas conçus pour capter la complexité de la restauration des sols, ajoutant que, bien que les prêts pour les intrants agricoles soient disponibles, il n'y a pas de régénération à long terme de la santé des sols. Elle a souligné que les fonds publics devraient être utilisés pour inciter les modèles bancables à une agriculture durable.



Carolin Sperk, IASS

Cameroun, a déclaré que le Programme d'action d'Addis-Abeba a identifié des questions telles que la restauration des terres, la lutte contre le changement climatique et la



Martin Tsounkeu, Réseau d'échange pour le développement de l'Afrique, Cameroun

technologie, qui nécessitent des moyens financiers de mise en œuvre. Il a ajouté que le recours au financement privé nécessite des conditions favorables, telles que la sécurisation des régimes fonciers.

Prabhu a attiré l'attention sur la récente construction de la plus grande centrale solaire au monde, indiquant que l'usine de 648 MW était entièrement financée par des investisseurs du secteur privé. Exprimant sa « jalousie » au sujet des progrès réalisés

dans l'utilisation des ressources privées dans le secteur de l'énergie, il a encouragé les conférenciers à proposer des idées concernant des financements mixtes et publics qui profitent au capital naturel. Quatre conférenciers ont présenté de brefs exposés « impulsifs » pour orienter le débat. Mamadou Diakhite, Agence du NEPAD, a souligné la nécessité de tirer parti de toutes les sources de financement disponibles, y compris, les plates-formes de cofinancement pour les investisseurs, aux fins de réaliser les engagements



Ravi Prabhu, Directeur général adjoint (chargé de la Recherche), ICRAF

pour inciter les modèles bancables à une agriculture durable.

Pushpam Kumar, PNUE, a déclaré que le sol et la terre ne sont plus considérés comme étant un don de la nature, mais plutôt comme un capital naturel, un atout qui a une capacité de production et un coût d'entretien. Ainsi, a-t-il indiqué, les coûts d'entretien des sols doivent être considérés comme des investissements pour la production et doivent être intégrés dans la planification économique nationale.

Martin Tsounkeu, Réseau d'échange pour le développement de l'Afrique,

qui nécessitent des moyens financiers de mise en œuvre. Il a ajouté que le recours au financement privé nécessite des conditions favorables, telles que la sécurisation des régimes fonciers.

Prabhu a attiré l'attention sur la récente construction de la plus grande centrale solaire au monde, indiquant que l'usine de 648 MW était entièrement financée par des investisseurs du secteur privé. Exprimant sa « jalousie » au sujet des progrès réalisés dans l'utilisation des

de restauration à grande échelle qui ont été pris dans le cadre de l'AFR100 et d'autres initiatives. Il a souligné le rôle de l'Union africaine dans la mise en place de conditions favorables, la coordination des activités des multiples parties prenantes impliquées et leur responsabilisation pour la réalisation des objectifs identifiés.

Christian Witt, Fondation Bill et Melinda Gates, a souligné que le vrai défi n'est pas l'argent, mais plutôt l'absence d'arguments et de modèles commerciaux plausibles. Affirmant que « nous ne pouvons pas gérer ce que nous ne pouvons pas mesurer », il a déclaré que les opportunités philanthropiques doivent être innovantes et ouvrir la voie aux solutions technologiques, mais que c'est le secteur privé qui doit conduire les activités de mise à l'échelle.

Sithembile Ndema Mwamakamba, Réseau d'étude des politiques concernant l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN), a déclaré que les gouvernements devraient « se donner les moyens de leurs promesses ». Elle a souligné la nécessité du renforcement des capacités en matière de traitement des complexités qui accompagnent la réception des financements, et que les initiateurs de programmes renforcent leur coopération et leur coordination afin d'utiliser plus efficacement les fonds disponibles.

Bernard Crabbé, Commission européenne, a parlé de la récente adoption de la proposition du nouveau Consensus européen sur le développement, soulignant qu'il servira de modèle pour la mise en œuvre coordonnée des ODD par les institutions de l'Union européenne et les États membres. Il a indiqué que la majeure partie des ressources pour le financement de la GDT et de la gestion des ressources

naturelles provient de ressources privées, mais que des ressources publiques seront nécessaires pour combler le déficit et permettre la création d'environnements propices au développement durable. Il a également souligné l'importance d'un capital patient dans la réduction des risques et dans le partage des risques, en vue d'atteindre les petits exploitants agricoles.

Dans le débat qui a suivi, un participant a déclaré qu'il était nécessaire de fournir aux gouvernements des directives précises sur les points d'accès aux données relatives à la GDT. Les conférenciers ont également souligné la nécessité d'utiliser, outre la propriété foncière, d'autres mesures garantissant la solvabilité, et ont appelé à

des mécanismes de financement spécialement conçus pour les femmes qui produisent la majeure partie des espèces et des cultures vivrières nécessaires à la sécurité alimentaire.

Mwamakamba a demandé que les sessions consacrées aux Femmes et aux Jeunes soient plus en vue dans les futures réunions afin de permettre la relève des défis auxquels ces groupes sociaux sont confrontés. Elle a cité des plans d'action pertinents annoncés à la Conférence de Marrakech sur le climat, en novembre 2016, comme l'Initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine (AAA), précisant qu'elle comprend des volets portant sur la restauration des sols et la gestion des terres.

M. Witt a déclaré que l'expérience de l'Inde permettait l'obtention de subventions ciblées et d'autres formes de soutien aux petits exploitants et a suggéré que certains éléments pourraient être couverts par le financement du climat. Tsonkeu a déclaré que des solutions de placement mixtes sont nécessaires, dans lesquelles les investissements du secteur privé sont guidés par l'État, précisant que de telles solutions devraient soutenir l'alignement sur les modèles d'activités des petits exploitants et les opportunités de financement.

Affirmant que les financements public et privé ont un rôle à jouer dans l'allègement de la pauvreté, Kumar a déclaré qu'il fallait créer des situations favorables pour les femmes qui ont démontré qu'elles avaient de meilleures compétences en matière de gestion des sols et des forêts, soulignant que le statu quo ne pouvait pas continuer pendant les 100 prochaines années.



Christian Witt, Fondation Bill et Melinda Gates



Sithembile Ndema Mwamakamba, FANRPAN

LES SÉANCES THÉMATIQUES PARALLÈLES

LE CARBONE DU SOL AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT: COMMENT PRIORISER LES PETITES ENTREPRISES PAR DES OBJECTIFS, DES TECHNIQUES ET LA MISE EN ŒUVRE: Cette session, tenue lundi après-midi, était organisée conjointement par l'Organisation de recherche agricole et pastorale du Kenya (KALRO), l'ICRAF et le Forum mondial sur les sols. Modérées par Boniface Kiteme, CETRAD, les discussions y ont porté sur l'identification des technologies permettant de « gagner sur trois fronts » l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à ses effets, et la sécurité alimentaire, ainsi que sur la détermination de stratégies de réduction et de mise en œuvre. Les discussions ont également mis en lumière des indicateurs et des cadres clés pour le suivi et l'évaluation de la résilience et de la réussite de la restauration.

Au cours d'une séance d'ouverture consacrée aux perspectives nationales, Daniel Marangu, Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources Naturelles du Kenya, a présenté divers instruments politiques utilisés pour étendre les mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets, prises par le pays, soulignant l'importance des plates-formes multipartites et de l'implication du secteur privé. Binyam Yakob Gebreyes, Ministère de l'Environnement, des Forêts et du changement climatique, Éthiopie, a présenté les Contributions Nationales Déterminées de l'Éthiopie comme étant ambitieuses, notant que le cadre politique y travaille sur l'élaboration d'une stratégie d'économie verte résiliente au climat pour ramener le pays à un niveau de revenu intermédiaire sans risque d'accroître la dégradation des sols.

Fortunée Dossou Worou, Ministère de l'environnement vivant et du développement durable, Bénin, a parlé des efforts consentis par le Bénin pour l'adoption d'objectifs de zéro dégradation des terres (LDN) et de nouvelles dispositions institutionnelles visant à soutenir les efforts de restauration au niveau des exploitations agricoles.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné, entre autres, la nécessité: de disposer de meilleurs outils d'analyse permettant de quantifier la séquestration du carbone



Bernard Crabbé, Commission européenne



Les conférenciers de la session thématique sur le carbone des sols au service de la lutte contre le changement climatique et du développement

dans les petites exploitations; de sensibiliser les investisseurs agricoles « dont le modèle économique dépend de la qualité du sol »; et de lutter contre les facteurs urbains de la dégradation des sols.

Les participants ont ensuite visité plusieurs tables rondes et séances d'affiches du « World Café », contribuant aux discussions sur les sujets suivants: Évaluations de l'agriculture adaptées au climat, séance modérée par le Centre international de l'agriculture tropicale (CIAT); Évaluations de la mise en valeur des terres et de la santé des sols - Processus d'engagement des parties prenantes, séance modérée par le laboratoire GeoScience de l'ICRAF; 'l'Information au service de l'accélération des adaptations agricoles en Afrique', séance modérée par le Service d'information sur les sols en Afrique (AfSIS); 'l'altération de la production de sorgho dans la zone sud-soudanaise du Burkina Faso', séance animée par l'Institut de l'environnement et de la recherche agronomique (INERA), Burkina Faso; Technologies biologiques et végétales pour l'amélioration de la stabilité des microenvironnements et de la séquestration du carbone dans le sol - Étude de cas de Marsabit, dans le nord du Kenya, séance modérée par KALRO; 'Les technologies de restauration des sols', séance modérée par l'Université d'Addis-Abeba, Éthiopie; et deux débats sur les défis de la mise en œuvre de projets situés à l'interface de l'agriculture et du changement climatique, modérés par Vi Agroforestry, Kenya, et Initiatives pour un développement intégré durable (IDID), Bénin.

Rappelant les principaux messages issus des discussions de groupe, les animateurs et participants du World Café ont identifié des technologies clés qui permettent un triple gain, y compris: l'introduction de techniques agro-écologiques; la plantation de cultures résilientes au changement climatique qui augmentent la biomasse du sol; et une utilisation accrue des énergies renouvelables, en particulier dans les zones arides. Plusieurs participants se sont félicités des échanges sur les technologies agricoles permettant de surveiller la séquestration du carbone, y compris l'utilisation d'outils de modélisation améliorés, tels que RothC, au Kenya, et ont souligné la nécessité de partager les enseignements tirés pour éclairer l'élaboration d'indicateurs efficaces applicables

aux nouvelles initiatives comme zéro dégradation des sols et « 4 pour 1000 » dans le cadre du Programme d'action de Lima-Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). D'autres ont posé la question: « Disposons-nous de la technologie appropriée permettant de propulser ces discussions vers l'avant et d'en assurer le suivi? ».

D'autres questions ont été également soulevées, notamment la nécessité: d'utiliser des méthodologies et sources d'informations mixtes, intégrant les savoirs autochtones; de mettre l'accent sur les vues des agriculteurs et d'améliorer la compréhension des facteurs à la fois endogènes et exogènes qui influent sur leur prise de décision; d'associer les gouvernements dans la mise à l'échelle des technologies; de prendre en compte les nouvelles approches de diffusion des informations agronomiques aux agriculteurs, telles que les téléphones mobiles; d'intégrer l'analyse des coûts-avantages et le « compromis » des diverses technologies; et de renforcer les partenariats public-privé pour la promotion de la GDT.

Donnant un aperçu des messages de la session qu'ils ramènent au pays, des représentants gouvernementaux ont indiqué qu'ils chercheront: à faire mieux comprendre la façon de combiner au mieux les technologies disponibles en vue de promouvoir la GDT; à mettre à l'honneur un certain nombre de bonnes pratiques présentées durant la réunion, comme le projet de carbone agricole du Kenya, mené avec le soutien de la Banque mondiale, qui a permis à plus de 60 000 petits exploitants agricoles de gagner des crédits de carbone; et à explorer de nouvelles voies de financement au niveau national, comme la taxe écologique similaire à celle proposée au Bénin. L'Agence du NEPAD s'est engagée à explorer les voies et moyens d'aider les gouvernements à améliorer leurs outils de prise de décision pour la détermination d'opportunités de restauration appropriées.

RESTAURATION DES SOLS ET DES PAYSAGES POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU: CRÉER DES CADRES D'ACTIVITÉ: Cette session était co-organisée, lundi après-midi, par FANRPAN, l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et le Forum mondial sur les sols, IASS,

Sithembile Mwamakamba, FANRPAN, a modéré la session qui a porté sur diverses études de cas tirées d'initiatives reliant la restauration des sols et des paysages à la gestion durable des eaux.

Kiros Hadgu, ICRAF, a parlé de la transformation des hauts plateaux dégradés en bassins versants productifs dans le nord de l'Éthiopie, en utilisant une approche communautaire. Il a signalé que les communautés fournissaient 40 jours de main-d'œuvre gratuite pour l'introduction des mesures de GDT, entreprise qui a donné lieu à une élévation de la nappe phréatique, des rendements accrus et une augmentation de l'emploi.

Dans son exposé sur les technologies abordables

de conservation des eaux et des sols dans les systèmes d'agriculture pluviales dans les régions de savane d'Afrique de l'Ouest, Paul Kleene, Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF), a mis en exergue des pratiques de GDT, telles que la plantation d'arbres fertilisants, le recyclage de



Paul Kleene, GRAF



Sithembile Mwamakamba, FANRPAN

la biomasse et l'utilisation du compost et du fumier; et le labour précoce pour prévenir l'érosion des sols.

Dougbedji Fatondji, Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), Niger, a parlé de l'autonomisation économique et nutritionnelle des femmes à travers la régénération de paysages abandonnés et dégradés dans le Sahel. Il a ajouté que des arbres de moringa ont été plantés avec succès dans des trous

de zaï remplis de fumier (une technique de culture des terres arides), couplée avec un captage des eaux dans des micro-bassins versants. Les rangées de moringa, a-t-il ajouté, ont offert également des possibilités d'y intercaler des plantes annuelles de haute valeur comme le gombo et le rozella.

Moustapha Lo, Office de développement des eaux du fleuve Sénégal, a déclaré que depuis son introduction dans les années 90, le Plan sénégalais d'utilisation et d'affectation des terres, connu sous le nom de POAS, a contribué à l'amélioration de la gestion des eaux et des sols dans le bassin versant du Sénégal. Il a également décrit l'utilisation du Système d'Informations Foncières, un outil d'analyse des données géo-spatiales, de l'utilisation des terres et d'autres données, permettant de cartographier les types de sol et l'utilisation des terres qui y est associée, y compris les activités dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche.

Augustine Mhike, Ministère de l'Agriculture du Zimbabwe, a présenté une étude de cas du projet d'irrigation de Silalabuhwa, attirant l'attention sur l'augmentation de la capacité des agriculteurs à recourir à des analyses de sols, à des mesures de l'eau et de sa soluté et à des techniques de production améliorées.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis en relief d'autres solutions, enseignements et possibilités d'accroître les succès. Les contributions ont mis en exergue le lien

intrinsèque entre la restauration des sols et des terres et la gestion de l'eau et ont mis en lumière les différentes façons dont la restauration des sols peut atténuer la diminution de l'eau et l'érosion des terres arables. Les exemples examinés ont englobé l'utilisation de gabions pour empêcher le ravinement et permettre l'infiltration et la recharge des eaux souterraines et la promotion de la sensibilisation communautaire et du renforcement des capacités dans les bassins hydrographiques.

Au sujet des politiques de conservation des eaux et des sols qui créent les conditions d'une gestion juste, inclusive et durable des ressources dégradées, il a été noté que l'étude de cas éthiopienne a permis de mettre en œuvre avec succès un modèle participatif, dans lequel l'engagement des villageois à introduire des mesures de GDT a témoigné de leur appropriation et acceptation du projet.

Faisant des comparaisons entre pays, les discussions ont souligné que tandis que l'Éthiopie a connu un grand succès au niveau communautaire, l'expérience du Zimbabwe a montré un transfert de technologie réussie ouvrant la voie à l'utilisation durable. Dans le cas du Sénégal, les avantages tangibles produits par divers groupes d'utilisateurs, y compris les éleveurs, les agriculteurs et les pêcheurs, ont été mis en énuméré. Les participants ont également fait l'éloge de l'approche utilisée au Burkina Faso, affirmant que dans le droit coutumier, les femmes de la région ne possédaient pas de droits fonciers et que, par conséquent, leur autonomisation à travers l'introduction de techniques agricoles durables, est potentiellement en mesure de rehausser leur statut à la fois économique et social au sein de la société.

Les façons dont les politiques nationales et les accords régionaux ou internationaux, tels que les Agendas 2030 et 2063, favorisent la GDT, les intervenants ont été mis en exergue.

LE PROCESSUS DE SUIVI ET D'APPRENTISSAGE FONDES SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR UNE UTILISATION RESPONSABLE DES TERRES: Cette session a été organisée par le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (NANHRI), l'Institut Katiba du Kenya, le Deutsches Institut für Menschenrechte et le TMG – Groupe de réflexion sur le développement durable.

Margaret Muthee, NANHRI, a indiqué que les discussions ont inclus des tables rondes et des groupes de discussions interactives pour souligner le rôle des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) et des organisations de la société civile dans le développement, l'établissement et le renforcement des droits fonciers et l'identification des acteurs à impliquer.

Muthee a expliqué le travail de NANHRI avec 44 Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH), qui vise à améliorer leurs capacités dans la mise en application des droits de l'homme et des activités de communication en rapport. Chemuta Banda, Commission nationale des droits de l'homme du Cameroun, a déclaré que les INDH peuvent fournir un cadre permettant de s'assurer que les buts, les objectifs et les indicateurs reflètent les principes des droits de l'homme et contribuent aux processus nationaux d'évaluation des engagements pris.

Evoquant l'espace démocratique actuellement en baisse dans de nombreux pays, Jes Wiegelt, IASS, a déclaré que cela va mettre à l'épreuve les ambitieux accords volontaires mondiaux fondés sur l'inclusion, la participation et l'autonomisation. Pour y faire face, il a préconisé l'édification d'alliances stratégiques et des processus multipartites plus solides, suggérant que les INDH pourraient être au cœur de ces entreprises.

Gilbert Sebihogo, NANHRI, a souligné qu'étant reconnues par les gouvernements et les OSC, les INDH peuvent contribuer au processus de responsabilisation et à la mise en application des engagements mondiaux.

Christine Njeru-Kuria, Institut Katiba, a expliqué la façon dont l'organisation favorise l'accès à l'information, la résolution des conflits d'intérêt public et le suivi des obligations de l'État. Grace Ananda, Actionaid, a parlé de l'initiative du Kilimandjaro, qui a été conçue par les femmes rurales africaines, comme moyen d'articuler leurs besoins et leurs points de vue sur les questions foncières.



Christine Njeru-Kuria, Institut Katiba

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes engageant la reddition de comptes des responsables, et permettant en fin de compte une

répartition équitable des droits fonciers dans le secteur de l'administration foncière. Un groupe a déclaré que le suivi des droits de l'homme doit être attelé au droit international, car le caractère contraignant de ce dernier serait en mesure de renforcer le suivi. Certains ont suggéré que l'administration des biens fonciers doit s'effectuer à travers « le prisme des droits de l'homme à la justice, à l'équité et à la non-discrimination », soulignant que les mécanismes actuels de répartition des terres sont biaisés, laissant certains sans terre. Beaucoup ont souligné la nécessité d'un régime foncier sûr et d'un accès équitable à la terre, en particulier pour les femmes et autres groupes sociaux marginalisés.

Lors d'un échange axé sur les réalisations, les défis et les besoins liés aux questions touchant aux droits de l'homme et à la gouvernance foncière, un participant a qualifié la décision de la Cour suprême nigériane de permettre aux femmes d'hériter des terres, de grand accomplissement. Les défis examinés ont englobé, entre autres, la limite des mandats et le manque d'autonomisation dans les domaines de l'aménagement et des droits fonciers; la corruption; et l'inadéquation de la sécurité foncière et de l'application des lois. Les participants ont formulé des recommandations sur la façon d'aller de l'avant, qui passe notamment par: la nécessité d'envisager des utilisations alternatives des terres par le secteur agronomique; une transparence accrue des processus d'acquisition des terres; et la nécessité, pour les INDH, de recentrer leur attention sur la protection des droits des personnes vulnérables et marginalisées dans leur rapport au régime foncier.

Clôturent la session, le co-moderateur Karuti Kanyinga, Université de Nairobi, Kenya, a souligné l'importance de la collaboration et du dialogue avec les agences foncières pour l'introduction des droits dans les divers processus nécessaires.

LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR L'HORIZON 2030: Cette séance, tenue mardi matin, était organisée par le Forum mondial sur les sols, IASS. Elle a porté sur la façon d'impliquer les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaires répondant au défi de la faim et grave insécurité alimentaire auxquelles des millions de personnes sont aujourd'hui confrontées à travers le monde et surtout en Afrique. Entre autres objectifs, elle a cherché à étudier la façon dont des modèles de migration et d'urbanisation créent de nouvelles habitudes alimentaires et comment ces évolutions sont à leur tour influencées par la manière dont les ressources naturelles sont gérées.

Introduisant la session, le modérateur Matheus Zanella, IASS, a déclaré que le débat doit se concentrer sur la façon d'inclure les Jeunes dans la conception et l'élaboration des politiques.

Présentant le « Rôle des réseaux dans la promotion des facteurs de changement contribuant à la sécurité alimentaire d'ici 2030 », Alphaxard Gitau, Réseau Agri-Phocus, Kenya, a déclaré que le réseautage multipartite favorise l'accès aux ressources technologiques pour les entrepreneurs agricoles et d'autres acteurs des chaînes de valeurs agro-alimentaires. Il a encouragé les gouvernements, les entreprises privées, les organisations non gouvernementales et les milieux universitaires à s'impliquer davantage dans le renforcement des liens commerciaux dans le secteur agricole. Gitau a également souligné la nécessité de communiquer aux Jeunes que l'agriculture peut être rentable, expliquant que beaucoup d'activités agricoles connexes sont associées à des punitions, vu que le travail à la ferme est communément utilisé comme mesure disciplinaire.

Nkiruka Nnaemego, Fresh & Young Brains Development Initiative, Nigéria, a présenté un document intitulé « Promouvoir des initiatives agricoles dirigées par des jeunes pour un avenir alimentaire sûr ». Elle a parlé du YFarm, un programme de promotion des fermes et d'entreprises agricoles menées par des jeunes, soulignant la nécessité d'identifier des points d'accès pour les jeunes, pour les femmes et pour les agriculteurs de subsistance, et d'améliorer les programmes de renforcement des capacités et de mentorat, y compris l'accès à la recherche et à la technologie.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont évoqué la nécessité d'intégrer l'agriculture dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire et d'intégrer les jeunes pauvres, défavorisés et handicapés; d'élever l'agriculture au niveau des autres sciences; et de fournir des mentors pour donner aux jeunes l'opportunité de s'y identifier. D'autres ont souligné la valeur ajoutée que les jeunes apportent au secteur agricole, par le biais des technologies de l'information et de la communication.

Siyabonga Myeza, Groupe de surveillance de l'environnement, Afrique du Sud, a parlé de certaines expériences en matière d'amélioration de la conservation des eaux et des sols pour la sécurité alimentaire. Décrivant une coopérative communautaire, la Rooibos the farm, en Afrique du Sud, il a expliqué que des jeunes et des moins jeunes gèrent l'affaire de la production à l'exportation et déterminent conjointement des solutions pour faire face aux effets du changement climatique et aux défis posés par la dégradation des sols.

Citant un exemple de la façon dont les Jeunes sont intégrés dans des activités agricoles durables, Janet Maro, Agriculture durable, Tanzanie, a déclaré que le programme fait face à la dégradation des terres dans la région de Morogoro, en formant les agriculteurs à maintenir et à redonner vie aux sols en y ajoutant les résidus de culture et d'autres matières organiques produites dans leurs fermes.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité: de gérer l'ingérence politique et « le détournement » des programmes; d'encourager le transfert et l'échange de connaissances entre les communautés et entre les différents groupes d'âge; de relever les défis liés à l'agriculture biologique exclusive, sans ajout d'engrais; de trouver des moyens novateurs permettant d'encadrer l'impatience des jeunes et de remédier



Janet Maro, Agriculture durable, Tanzanie

à la faiblesse des taux de persévérance dans les programmes agricoles; et l'adoption d'une perspective à long terme allant au-delà de 25-50 ans, afin d'assurer l'avenir des jeunes.

Roch Mongbo, Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (BAD), a parlé du rôle des réponses politiques dans la lutte contre la malnutrition. Expliquant que la malnutrition peut commencer dans l'utérus, il a déclaré que 45% des enfants de moins de cinq ans, en Afrique, souffrent de malnutrition chronique ou d'un retard de croissance. Il a énuméré les effets à long terme qui incluent une croissance anormale des neurones, une sensibilité accrue aux maladies et une durée de vie plus courte, en plus d'une estimation de 3 à 4% de pertes annuelles du PIB en raison de l'érosion de la productivité et des dépenses liées à la maladie.



Diana Lee-Smith, Institut Mazingira, Kenya

Mettant en exergue les liens entre la transition urbaine et la sécurité alimentaire, Diana Lee-Smith, Institut Mazingira, Kenya, a souligné que l'agriculture urbaine pourrait combler l'écart nutritionnel et améliorer la sécurité alimentaire et la santé, qualifiant l'alternative consistant à acheter des aliments riches en amidon

et en sucre de « Maladie des pauvres des villes ». Elle a déclaré que la demande alimentaire actuelle en milieu urbain augmente les opportunités offertes aux jeunes dans le domaine de l'agriculture urbaine et encourage l'innovation du marché.

Elizabeth Kimani Murage, Centre de recherche sur la population et la santé en Afrique, Kenya, a parlé de la croissance et du développement de l'enfant de la génération montante. Elle a signalé que près de 50% des ménages des bidonvilles kenyans sont gravement exposés à l'insécurité alimentaire et qu'ils sont souvent forcés de recourir à la consommation d'aliments malsains provenant de décharges.

Baba Galley Diarra, Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, Burkina Faso, a parlé du rôle de la réhabilitation des terres dans la sécurité alimentaire. Notant que 80% de la population du Burkina Faso sont impliqués dans l'agriculture, il a déclaré que les activités de renforcement des capacités et les cadres politiques devraient attirer les jeunes pour assurer le développement d'un secteur agricole plus durable et garantir la sécurité alimentaire.

D'autres discussions de groupe ont porté sur les opportunités offertes aux habitants des bidonvilles de pratiquer l'agriculture urbaine concurrente à l'agriculture périurbaine et sur la nécessité de mettre en place des politiques sensées, tenant compte de la limite des ressources publiques.

Résumant les discussions de la session, Lee-Smith a décrit les principaux points à retenir: les liens entre la nutrition, l'urbanisation et la conservation des sols et la façon dont les

jeunes peuvent s'engager dans ces trois créneaux; la sérieuse gravité de la malnutrition pour la santé, en particulier des jeunes enfants; et le rôle des réseaux au sein du secteur public, du secteur privé, de la société civile, des ONG et des secteurs agricoles, comme solution clé pour la réalisation d'un changement de politique.

LA GOUVERNANCE FONCIÈRE ET LA GDT AU BÉNIN ET AU BURKINA FASO: LES ENSEIGNEMENTS A EN TIRER:

Cette session a été co-organisée par GRAF et TERRE et VIE, Bénin. Téodyl Nkuintchua, Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun, a modéré, lundi matin, cette session, au cours de laquelle des conférenciers du Burkina Faso et du Bénin ont partagé des réussites et enseignements tirés d'expériences dans les domaines de la gouvernance foncière et de la gestion durable des terres.

S'exprimant sur les réformes agraires au Burkina Faso, Sayodu Koudougou, GRAF, a déclaré que la législation sur la réforme agraire, adoptée en 2009, est une approche novatrice qui vise à améliorer la tenure foncière rurale et à contribuer à la résolution de problèmes de propriété foncière et d'accès limité à la terre. Il a noté que les groupes, autrefois marginalisés, tels que les migrants, les femmes et les jeunes, ont désormais la possibilité de louer des terres pour un maximum de cinq ans.

André Tioro, GRAF, a expliqué que la terre appartient toujours à l'État en tant que garant de l'équité et de l'accès. Il a indiqué que, dans la révision de la politique foncière de 2012, de solides aspects du développement durable ont été incorporés.

La commercialisation des terres au Bénin a conduit à une réduction de l'accès à la terre et, avec l'intensification accrue de l'agriculture, les pratiques traditionnelles de GDT, comme les périodes de jachère qui permettent à la terre de se régénérer, ont été largement abandonnées. Il a parlé des efforts déployés par le gouvernement pour résoudre l'insécurité foncière croissante et le manque de terres, en permettant aux petits propriétaires de jouir d'un droit d'usage et en créant des titres de propriété à des fins agricoles et des périodes de temps précises.

Marcellin Allagbe, CARDER, Bénin, a déclaré que les technologies de GDT englobent les pratiques de rotation des cultures et l'utilisation de la Mucuna Pruriens pour la restauration des sols. Il a noté que, bien que loin d'être idéale, la situation des femmes s'est améliorée avec l'ouverture de plus de possibilités d'accès à la terre. Il a ajouté que l'enregistrement des terres demeure un défi majeur.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné que les changements apportés au cadre juridique au Bénin contribuaient à accroître la sécurité des investissements et favorisaient l'accès des femmes et des jeunes, ajoutant que cela renforçait la confiance des agriculteurs dans la restauration des terres dégradées, chose qui devrait avantager de manière positive, la GDT et la sécurité alimentaire.



(G-D): **Simon Bodea**, TERRE et VIE; **Marcellin Allagbe**, CARDER, Bénin; **Sayodu Koudougou**, GRAF, Burkina Faso; et **André Tioro**, GRAF, Burkina Faso

Au sujet de l'expérience du Burkina Faso, les participants ont noté qu'établir des liens entre les gouvernances foncières coutumières et statutaires en vue de reconnaître les droits de l'ensemble des membres de la famille a amélioré la sécurité foncière à travers la dissuasion d'un membre de renoncer à la vente des terres. Cela a permis de trouver des pistes pour l'introduction de pratiques de GDT à long terme, telles que l'agroforesterie, et peut aider à résoudre le problème auquel sont confrontées les femmes, qui sont traditionnellement affectées aux terres les plus dégradées et qui, souvent, les perdent au profit des propriétaires ou des conjoints, une fois qu'elles ont réussi à les restaurer.

Des participants de différents pays africains ont partagé leurs expériences nationales en matière de gouvernance foncière et de GDT. Le Kenya a déclaré être en train de mettre en place des politiques de protection des terres agricoles, signalant que sa constitution de 2010 garantissait que tous les membres d'une famille, y compris les femmes peuvent hériter et posséder des terres.

L'Éthiopie a cité sa proclamation de 2005 pour l'administration progressive des terres rurales, qui visait à renforcer la gestion et l'utilisation des terres rurales et à mettre en place une planification durable de l'utilisation des terres rurales, fondée sur les spécificités des différentes zones agro-écologiques du pays.

Le délégué du Nigéria a signalé que son pays a décentralisé l'enregistrement foncier, impliquant plusieurs centres pour l'accélération des transactions foncières et transferts de propriété. Il a indiqué qu'au Nigéria, les femmes ont le droit d'hériter des terres et a parlé de la continuation de l'existence de systèmes coutumiers de propriété foncière aux côtés des lois statutaires. Le Zimbabwe a signalé que depuis l'an 2000, le gouvernement a redistribué des millions d'hectares de terres dans des villages, et a promu des programmes commerciaux qui ont bénéficié aux hommes, aux femmes et aux jeunes dans le domaine des pratiques agricoles.

Un participant de l'Ouganda a affirmé que les conflits fonciers y sont rares, sauf dans des zones particulières, telles que la région de Kasese où la disponibilité de terres pour les communautés est compromise par les plans existants de création de parcs et de zones irriguées. Il a fait état de plans en cours pour la modification de la politique foncière. Le Cameroun a déclaré que l'accapement des terres a diminué en raison des changements apportés à la législation foncière, ajoutant que les technologies de GDT ont des niveaux divers de réussite mais qu'elles ont besoin d'une adaptation au contexte culturel.

Un participant du Sénégal a déclaré que les lois du pays ne reconnaissent pas les droits fonciers coutumiers, signalant que des projets, tels que le plan d'utilisation et d'affectation des terres le long du fleuve Sénégal, a permis l'accès à divers groupes d'exploitants agricoles, éleveurs et pêcheurs.

INVESTISSEMENTS DANS LA RÉHABILITATION DES SOLS PAR LES AGRICULTEURS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE: Cette session a été co-organisée par l'ICRAF et le Global Soil Forum, IASS. Introduisant la session, le modérateur, Ravi Prabhu, ICRAF, a invité les participants à élaborer des conclusions concrètes sur les mesures à prendre pour que les petits exploitants puissent faire des investissements.

Une première série d'exposés a porté sur l'analyse de rentabilisation de la restauration des sols, appuyée par des études de cas menées sur l'Économie de la dégradation des terres (EDT) au Kenya et au Bénin. Philip Osano, SEI International, a présenté un exposé sur le cas kenyan, qui couvrait deux districts de l'ouest du Kenya, qui a montré qu'un retour sur les investissements initiaux a été réalisé en deux ans en moyenne, mais que, du point de vue des agriculteurs, les bénéfices tirés de l'investissement dans des pratiques agroforestières à plus long terme, y étaient perçues comme étant « nulles, voire négatives ». Il a souligné la nécessité de se

concentrer sur des pratiques de GDT plus faciles à mettre en œuvre, tout en utilisant des aides ciblées pour encourager les agriculteurs à investir dans des options plus coûteuses, telles que le terrassement, les étangs de ferme et les boisés.

Faisant état de constatations semblables au Bénin, Victorin Houndekon, Université d'Abomey-Calavi, a présenté la combinaison de diverses technologies de GDT comme ayant été l'une des principales innovations de l'étude de la GDT, ajoutant que la méthodologie commune adoptée y a permis également des comparaisons entre pays.

Dennis Garrity, ambassadeur de la Convention des Nations Unies sur les zones arides de la CDL, a présenté l'analyse de rentabilisation des investissements nationaux visant à « agrandir massivement » les plantations d'arbres et d'arbustes fertilisants en vue d'atteindre « un minimum de 50 millions de petits exploitants ». Mettant en exergue les travaux de recherche menés au Malawi où des agriculteurs pauvres ont doublé leurs récoltes en intercalant leurs cultures avec la *Faidherbia Albida*, une espèce d'acacia autochtone, Garrity a mis au défi la communauté de la recherche et développement agricole d'accorder plus d'attention à la diffusion de ces solutions « évidentes ». Il a également contesté les estimations mondiales actuelles du coût de la réhabilitation des sols, affirmant que les arbres et les arbustes fertilisants offrent les options les moins onéreuses pour les petits exploitants.

Au cours d'une session axée sur « Comblez le fossé: Que font les gouvernements pour le soutien des petits agriculteurs dans la réalisation de la GDT? T. S. Mohan, Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural (NABARD), Inde, a signalé que la fourniture de capitaux de roulement pour des investissements dans des activités à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'exploitation agricole, comme le terrassement, le nivellement des terres, les bio-engrais et les pesticides – devient réalisable pour les institutions financières. Il a présenté des modèles de prêts en faveur des agriculteurs pour illustrer la fourniture de capitaux patients.

Présentant un exposé sur les perspectives au niveau de la communauté, Paul Okongo, Organisation de l'adoption des technologies par les institutions de recherche (TATRO), Kenya, a déclaré que l'expérience de l'organisation montre qu'aider des groupes d'agriculteurs à s'organiser et à mutualiser leurs ressources est l'une des meilleures approches permettant de faciliter le partage des connaissances et d'améliorer l'accès aux opportunités de financement et de commercialisation. Il a souligné l'importance d'organiser le suivi et l'évaluation de l'utilisation des fonds, en tant que processus d'apprentissage et de renforcement des capacités des communautés.

Melaku Tadesse, Programme de gestion durable, GIZ, a mis en relief un certain nombre de pratiques durées en matière de GDT en Éthiopie, qui présentent un potentiel d'expansion, y compris l'établissement d'enveloppes de ressources combinant des fonds provenant de différentes sources, et qui encouragent les investisseurs privés à soutenir la restauration écologique



Les participants à la session thématique intitulée 'Les investissements dans la réhabilitation des sols comptent pour les agriculteurs sans sécurité alimentaire'

basée sur des modèles d'activités viables, tels que mis en évidence à travers les études de cas de l'Initiative de l'ETD. Il a indiqué que ces mécanismes de financement pourraient être axés sur le renforcement des capacités, la sécurité foncière à long terme et l'intégration des initiatives de GDT au niveau communautaire.

Au cours d'une session axée sur les perspectives des bailleurs de fonds et investisseurs, Simone Quatrini (via un lien vidéo) a présenté le Fonds pour la Zéro dégradation des terres, de la CNUCED, indiquant qu'il s'agissait là d'un mécanisme de financement mixte innovant, co-implanté avec Mirova, filiale d'une banque d'affaires française, et la firme spécialisée dans l'investissement dans les impacts, Innpact. Il a identifié des initiatives agricoles durables, telles que la rénovation et la réhabilitation du cacao, qui relie production bovine et restauration des parcours, la production durable de charbon de bois, et l'infrastructure verte dans les zones urbaines, comme exemples de projets réalisables. Répondant à une question sur les attentes irréalistes des investisseurs, Quatrini a souligné qu'assortir plusieurs sources de financement pour répartir les risques et sélectionner de bons projets signifie « nous n'avons pas besoin de promettre des rendements à deux chiffres, mais des rendements de marché moyens ».

Clarisse Aduma, Directrice du Développement de l'Agro-entreprise, Banque Commerciale du Kenya (Groupe KCB), a parlé du partenariat du Groupe avec l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et la Fondation Mastercard pour atteindre deux millions d'agriculteurs au Kenya et au Rwanda par le biais de services bancaires mobiles, tels que la plate-forme M-Pesa du Kenya. Elle a souligné l'importance de fournir un ensemble intégré d'aides et de services, y compris la formation et le renforcement des capacités, l'adaptation des systèmes de notation des crédits, l'intégration de services non financiers, tels que la fourniture d'informations sur le marché via des messages textuels et l'atténuation des risques. Soulignant que les institutions financières et de crédit doivent se mettre dans la peau des agriculteurs, elle a souligné les efforts des groupes KCB visant à introduire des approches plus centrées sur l'homme dans la conception des produits et mécanismes de financement.

Yosuke Kotsuji, de la Société financière internationale (SFI), a déclaré que l'Agence s'engage de plus en plus dans le financement des petits exploitants, en s'appuyant sur une stratégie de partenariats accrus avec les coopératives d'agriculteurs et en fournissant des garanties aux banques pour concevoir des produits financiers favorables aux agriculteurs. Il a cité l'exemple d'un projet en Côte d'Ivoire où la SFI a facilité des prêts pour la fourniture de fonds de roulement saisonniers à 100 coopératives de cacao.

Les participants ont également pris part à une série de tables rondes du World Café, qui ont mis en relief les types d'interventions et d'outils financiers qui offrent aux agriculteurs, le plus de possibilités en termes de répartition des risques d'investissement.

Résumant les principales conclusions des discussions, les participants ont souligné, entre autres: le coût élevé du crédit pour les agriculteurs; La nécessité de diffuser les enseignements et les bonnes pratiques, comme NABARD, en Inde; la façon de gérer les subventions pour les intrants agricoles; les voies et moyens d'adapter les institutions à l'échelle des agriculteurs; et la manière d'impliquer tous les acteurs des chaînes de valeur agro-alimentaires pour améliorer l'accès au marché pour les agriculteurs.

Soulignant que les banques ont besoin d'adapter leurs modèles commerciaux, Aduma a décrit l'accent mis sur la conception axée sur l'homme, impliquant la consultation des agriculteurs sur leurs besoins, avant la mise au point de produits financiers qui leur sont adaptés. M. Mohan a souligné qu'il est difficile d'atteindre individuellement les agriculteurs, et a décrit le développement de portails de marketing électronique pour les produits agricoles comme étant un facteur de changement potentiel dans le contexte indien. D'autres contributions ont souligné la nécessité de réformer les programmes actuels de subvention, qui profitent principalement aux agriculteurs, pour récompenser les investissements dans les services écosystémiques.

Prabhu a souligné la nécessité de continuer à pousser ces idées vers des « projets pilotes à grande échelle », en associant davantage le secteur de la recherche et développement et en insistant sur le rôle du gouvernement



Clarisse Aduma, Groupe KCB, a parlé d'instruments de financement innovants destinés aux petits agriculteurs.

dans l'élimination des contraintes posées aux investissements, comme les entraves à l'accès à la terre, aux ressources et autres droits.

LA SÉANCE DE CLÔTURE

NIVEAU: LA MARCHÉ VERS 2030 ET AU-DELÀ: AVANCER ENSEMBLE: présentation de la déclaration des coprésidents:

Les coprésidents du séminaire, Mathai et Müller, ont invité un représentant des coorganisateur du Séminaire africain sur les sols, à présenter leur déclaration finale intitulée « La restauration des sols pour la réalisation des Agendas 2063 et 2030 en Afrique: relier les ambitions mondiales aux besoins locaux », signalant qu'elle comprend les engagements des gouvernements présents au Séminaire à continuer à promouvoir la restauration des sols dans leur pays et dans l'ensemble de la région.

Françoise Assogba-Komlan, Secrétaire du cabinet du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Bénin, a lu la Déclaration, au nom des trois autres gouvernements hôtes et de l'Agence du NEPAD. Dans une dernière série d'observations, Jasper Nkanya, Ministre de l'agriculture, du cheptel et de la pêche, Kenya, a déclaré que la réunion a permis de mieux comprendre l'importance d'une utilisation optimale des ressources naturelles en tant qu'investissement dans l'avenir. Il a reconnu la responsabilité des gouvernements dans la mobilisation des ressources nécessaires et a apporté son appui à l'appel à l'action concrète.

La Déclaration des co-hôtes, entre autres:

- privilégie l'importance des sols et la réhabilitation des sols et des terres dégradés pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité énergétique, la réduction de la pauvreté, l'adaptation au changement climatique et le développement durable;
- rappelle la Déclaration de Malabo appelant à « l'Accélération de l'agriculture de la croissance et de la transformation pour une prospérité partagée et des moyens d'existence améliorés »;
- se félicite du Séminaire en tant que plate-forme de discussion régionale opportune et utile sur les stratégies de GDT et la gouvernance responsable des terres;
- appelle à un investissement accru dans la réhabilitation des sols, conformément au programme d'action d'Addis-Abeba; soutient l'appel à promouvoir la restauration des sols à travers une approche multipartite et intersectorielle;

- souligne que des incitations nécessaires sont requises pour la réalisation d'une restauration des sols à grande échelle;
- reconnaît le rôle des jeunes dans la restauration des sols;
- encourage les parties prenantes à entreprendre des actions conjointes comportant des échanges inclusifs et participatifs sur la GDT; et
- encourage les institutions nationales, régionales et internationales à mettre à la disposition des correspondants nationaux, les données et informations pertinentes pour la GDT.

Exposé des conclusions des Présidents: Mathai et Müller ont donné un bref aperçu des principaux messages issus des discussions sur les trois jours de réunion, consignés dans un document consacré aux conclusions des Présidents, intitulé « Restauration des sols pour la réalisation des Agendas 2063 et 2030 en Afrique ». Mathai a fait remarquer que le séminaire était venu au bon moment, se réfère aux agendas 2063 et 2030 adoptés en 2015, affirme que désormais la question n'est plus de savoir « si » mais plutôt de « quand et à quelle vitesse » nous allons arriver là où il se doit. Elle a parlé du leadership dont ont fait montre les pays africains lors du Séminaire et a félicité les co-Hôtes pour leur rôle actif et leur leadership dans la promotion de la réhabilitation des sols pour la sécurité alimentaire. Soulignant ce point, elle a déclaré que la mise en œuvre de ces agendas passent par la réhabilitation des sols, attirant l'attention sur la nécessité de prendre en compte le lien entre l'ensemble de l'alimentation, l'eau et l'énergie et les besoins des groupes marginalisés et vulnérables, précisant que les investissements qui continuent dans l'habituel n'apporteront pas le changement nécessaire.

Rappelant que l'idée d'organiser une réunion régionale a été lancée par des délégués africains lors de la Semaine mondiale des sols de 2015, Müller a souligné la nécessité de prendre appui sur les résultats de ce premier Séminaire pour continuer à discuter de ce qui est nécessaire à entreprendre, en tenant compte du fait que des sols sains sont la base du développement.

Les coprésidents ont ensuite résumé un certain nombre de messages clés mis en exergue lors du séminaire, dont, notamment: l'importance d'inclure les femmes et les jeunes dans le débat sur la restauration des sols et des paysages; le fait que le changement climatique accroît la nécessité de mesures de réhabilitation des sols et exige l'engagement des agriculteurs, des femmes et des jeunes; l'importance du respect des droits fonciers et la sécurité et, en particulier ceux



Les participants au premier séminaire africain sur les sols

des personnes vulnérables et marginalisées; l'importance des instruments financiers, en particulier ceux conçus de manière appropriée, comme le financement combiné; l'importance des mécanismes de suivi et de suivi, y compris les mécanismes d'évaluation par les pairs, pour rendre compte de leurs actes; Des activités de recherche et de développement adaptées aux acteurs du développement, notant qu'elles sont cruciales pour la mise en œuvre des Agendas 2063 et 2030; Et la coopération et la coordination, en particulier sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

M. Müller a souligné l'importance mondiale des ODD, affirmant qu'une proposition de procéder à un examen sur le thème des sols sera transmise au FPHN qui permettra de comprendre le degré d'intégration de la problématique des sols dans les ODD, la façon dont la gestion des sols doit évoluer et les innovations scientifiques nécessaires pour l'évitement du statu-quo.

Demandant aux participants de veiller à une large diffusion des messages issus du séminaire, Mathai a conclu par une dernière citation de George Monbiot: « La guerre et la peste peuvent tuer un grand nombre de personnes, mais dans la plupart des cas, la population se rétablit. Mais si les sols sont perdus, tout s'en va avec ».

RÉUNIONS À VENIR

Edition 2016 de la Journée Mondiale des Sols: L'édition 2016 de la Journée Mondiale des Sols fêtera sa célébration aux niveaux mondial, régional et national sous le thème « Les sols et les légumineuses, une symbiose pour la vie ». **date:** 5 décembre 2016 **lieu:** le monde entier **contact:** Global Soil Partnership Secretariat **téléphone:** GSP-Secretariat@fao.org **www:** <http://www.fao.org/global-soil-partnership/world-soil-day/wsd2016/en/>

5^e Forum mondial des leaders des science et technologie agricoles (GLAST-2016): Elimination de la faim et de la pauvreté à travers l'innovation scientifique et technologique: Les organisations internationales et les institutions nationales de recherche agricole y discuteront de solutions aux défis du développement agricole et de nouvelles initiatives de coopération. **dates:** 13-15 décembre 2016 **lieu:** Lingshui, Hainan, Chine, Mexico **contact:** Chinese Academy of Agricultural Sciences **www:** <http://www.cgiar.org/special-events/2016/12/13/5th-global-forum-of-leaders-for-agricultural-science-and-technology/>

Edition 2017 du Forum mondial de l'alimentation et de l'agriculture: Organisé par le Ministère allemand de l'alimentation et de l'agriculture, ce Forum se concentrera sur des questions centrales concernant l'avenir de l'industrie agro-alimentaire mondiale. **dates:** 19-21 janvier 2017 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** GFFA Secretariat **courriel:** info@gffa-berlin.de **www:** www.gffa-berlin.de

CRGAA 16: La seizième session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) de la FAO devrait aborder une série de questions sectorielles et intersectorielles intéressant les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. **dates:** 30 janvier - 3 février 2017 **lieu:** Rome, Italie **contact:**

CGRFA Secretariat **téléphone:** +39 06 5705 4981 **télécopie:** +39 06 5705 5246 **courriel:** cgrfa@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/cgrfa/en/>

5^e Assemblée plénière mondiale sur les sols: L'Assemblée plénière du Partenariat mondial sur les sols (PMS) est la principale réunion annuelle des membres du Groupe technique intergouvernemental sur les sols, du Secrétariat exécutif du PMS, des représentants des différents partenaires et des membres de la FAO. Cette assemblée est chargée d'examiner et de hiérarchiser les actions du PMS et de faciliter un processus décisionnel régional équilibré. **date:** 20-22 juin 2017 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Global Soil Partnership Secretariat **courriel:** Ronald.Vargas@fao.org **www:** <http://www.fao.org/global-soil-partnership/en/>

Première session du Groupe de travail sur l'urbanisation et la transformation rurale du CSA: Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (SAM) examinera la compilation d'expériences et d'approches du traitement de la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de la dynamique rurale-urbaine. **dates:** 11 mai 2017 **lieu:** Rome, Italie **contact:** CFS Secretariat **courriel:** cfs@fao.org **www:** <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/en/>

LEXIQUE

| | |
|---------|---|
| AFR100 | Initiative de restauration du paysage forestier en Afrique |
| MAEP | Mécanisme d'évaluation par les pairs |
| CETRAD | Centre de formation en recherche et développement dans le développement des TASA (Terres arides et semi-arides) |
| OSC | Organisation de la société civile |
| FANRPAN | Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et de gestion des ressources naturelles |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| GIZ | Agence allemande pour la coopération internationale |
| GRAF | Groupe de recherche et d'action sur le foncier |
| IASS | Institut d'études avancées en durabilité |
| ICRAF | Centre mondial d'agroforesterie |
| LDN | Zéro dégradation des terres |
| NANHRI | Réseau des instituts nationaux africains des droits de l'homme |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| GDT | Gestion durable des terres |
| TMG | TMG – Groupe de réflexion sur la durabilité |
| CLD | Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification |

Un financement spécifique pour la couverture du Séminaire africain sur les sols par le Service de couverture des réunions et d'information de l'IIDD a été fourni par:



BMZ



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH